

GRAND DÉBAT NATIONAL

Un grand débat national a été organisé par la commune de Saint-Saturnin-lès-Apt le lundi 28 Janvier 2019 à 18 heures, à la salle des fêtes – Rue de la Combe.

87 personnes étaient présentes dont 12 élus.

Après avoir donné information des modalités d'organisation de ce débat Monsieur le Maire, Christian Bellot, a donné lecture de la charte que participants et organisateurs étaient tenus de respecter.

Puis il a présenté les quatre thèmes de ce débat :

- La transition écologique.
- La fiscalité et les dépenses publiques.
- La démocratie et la citoyenneté.
- L'organisation de l'État et des services publics.

Le public a ensuite été convié à prendre la parole. Voici les questions qui ont été débattues et que les participants ont demandé à la commune de transmettre à M. le préfet de Vaucluse.

1/ TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Replacer l'écologie au centre du débat national.
- Pour mettre en œuvre une vraie transition, avoir une démarche globale : transition énergétique, fiscalité, citoyenneté, services publics sont intimement liés.
- Développer le photovoltaïque pour sortir du nucléaire.
- Les pollueurs doivent être les payeurs.
- Travailler avec l'Europe la question des pesticides car beaucoup de pays continuent d'utiliser des produits interdits en France.
- Ne plus massacrer la planète.
- Si on ne s'occupe pas de la planète, il y aura des difficultés pour nourrir toute la population ce qui engendrera des conflits.
- Changer les comportements – apprendre aux enfants à coopérer plutôt qu'être dans la compétition.
- Le ministère de l'Écologie doit être attribué au Premier Ministre.
- Introduire les médecines douces dans les hôpitaux afin de lutter contre le lobby des laboratoires et des pharmacies.
- Combattre l'obsolescence programmée.
- Pour réduire la pollution, il faut réduire les transports individuels ce qui implique :
 - de conserver les services publics et de soins de proximité,
 - de développer les réseaux et les horaires des transports en commun.

Tout se tient : limiter la vitesse à 80 km/h est une mesure superficielle. Si l'on augmente les réseaux et horaires des transports en commun (services publics), il y aura moins de voitures sur les routes (moins de pollution), de ce fait les routes demanderont moins d'entretien (dépenses publiques diminuées), moins d'accidents.

- Promouvoir et faciliter les entreprises citoyennes. Ces entreprises n'ont aucune réduction fiscale actuellement.
- Faire appliquer les accords mondiaux sur les problèmes de pollution.
- Arrêter le gaspillage du matériel informatique.
- Trop de différences sur les aides accordées aux cultures biologiques et aux cultures traditionnelles qui sont davantage aidées.

- Ne pas produire de carburant (comme l'éthanol) à partir de la culture de produits qui appauvrissent les sols.
- Aucun ministre de l'Écologie n'arrive au bout de son mandat.
- Demander au Parc du Luberon de faire des actions auprès des enfants sur la culture bio.
- Interdire l'emploi du glyphosate.
- Lutte inégale entre les pays les plus pauvres et les plus riches.
- Du point de vue de l'écologie, il y a un problème de fond : faut-il envisager la décroissance ?

2/ FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

- Les revenus du capital doivent être taxés comme les revenus du travail.
- Étaler les tranches des impôts.
Modifier les plafonds et les tranches pour avoir un impôt plus juste.
- Tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu – même 1 euro – l'impôt est la base de la constitution et la reconnaissance de l'attachement à une nation.
- Revoir la fiscalité des placements financiers et des grosses successions.
Supprimer les niches fiscales.
- Seule une partie de la classe intermédiaire paye des impôts. Il faudrait une meilleure répartition.
- Établir une redevance pollution qui sera reversée aux collectivités locales qui font un effort en matière d'écologie.
- L'outil de travail ne devrait pas être taxé.
- Le patrimoine ne devrait pas être taxé.
- La suppression des niches fiscales dans les DOM – TOM serait souhaitable, avec risque de contestation locale.
- Créer de la richesse et alléger la fiscalité aberrante et trop complexe.
- Fixer des objectifs pour résoudre la fiscalité.
- Uniformiser les taxes au niveau européen en arrêtant les votes à l'unanimité. Des pays comme le Lichtenstein empêchent de prendre des mesures radicales dans ce domaine.
- Qu'il n'y ait plus de sportifs domiciliés fiscalement à l'étranger
- Diminution des différentes taxes qui étrangent la population.
- Aides aux artisans et petits commerces.
- Restauration de l'ISF.
- Lutte contre l'évasion fiscale.
- La restauration de l'ISF, la fuite du CICE, la lutte contre l'évasion fiscale, la suppression des lobbyings.
- Il faut taxer les dividendes et pas le patrimoine.

3/ DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- Inverser les élections présidentielle et législative.
- Être plus proche des attentes des gens.
- Mise en place du RIC.
- Passage à la 6^e République pour rendre la souveraineté au peuple.
- Réduire le pouvoir du Président de la République.
- La république actuelle est trop proche de la monarchie.
- Rendre sa souveraineté au peuple.
- Changement de système électoral :
*Renouvellement de l'assemblée à mi-mandat.

*Réformer le sénat : 1/3 pour de corps constitués – 1/3 de représentants venant des territoires – 1/3 pour de citoyens tirés au sort.

* Créer une assemblée constituante, les citoyens pourraient intervenir à mi-mandat avec des règles précises.

- Processus électoral à changer : réduire les dépenses électorales, le programme devrait être réduit à 4 pages à envoyer aux électeurs. Inventer un dépôt de garantie pour obligation de résultats.
- Problème de la représentation des élus. Pas plus de 2 mandats. Comptabiliser les votes blancs. Vote obligatoire, pourquoi pas sur le temps de travail.
- Revenir au mandat de 7 ans pour le Président de la République, élu en même temps que les députés. Interdire la dissolution de l'assemblée nationale par le président.
- Globalement la 5^e République fonctionne, l'avenir d'une 6^e République n'irait pas dans le sens des citoyens.
- Revenir à la proportionnelle par le vote des députés.
- Renouveler la moitié de l'assemblée tous les 3 ans.
- Dépôt de garantie par les candidats et objectifs de résultats – l'argent fait la Politique.
- Élection présidentielle et élections législatives organisées en même temps font que l'assemblée est à la botte du Président.
- Les Français ne reconnaissent plus leurs élus. L'assemblée est une chambre de godillots.
- La 6^e République peut ne pas être dans l'intérêt des citoyens.
- Soumettre à l'approbation des citoyens la vente des biens nationaux.
(Vente autoroutes – barrages – aéroports – monuments...)

4/ L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS.

- Halte à la privatisation des aéroports, des barrages, forêts, de la Française des jeux.
- Imaginer des services publics itinérants réunis dans le pôle intercommunal.
- Faire faire une analyse élargie à l'ensemble des territoires pour la création de maisons de services publics.
- Remettre les bureaux de sécurité sociale.
- Maintenir les services publics.
- Faire un audit général des services administratifs pour faire cesser les administrations pléthoriques.
- Décentraliser. Décider au niveau régional des services à garder.
- Réimplantation des services publics sur l'ensemble du territoire.
- Il faudrait davantage de délégation de service public.
- Arrêter la désertification concernant les services publics. Imaginer des services publics concentrés en un seul pôle.
- Réaliser une analyse des besoins en matière de services publics, analyse qui pourrait être faite par le biais des associations.
- Problème d'accès aux services de l'État, manque de contact humain. Fermeture de la maison du Département.
- Services trop centralisés, trop difficiles d'accès et peu efficaces.
- Décentralisation des services au niveau régional.
- Réformes trop fréquentes dans l'Éducation nationale.
- Réformes faites par des énarques qui n'ont pas pris en compte les réalités du territoire.
- Plus de pouvoir sur place.
- Changer la manière de raisonner : sans croissance point de salut !
- Mauvaise répartition des richesses, des territoires sont de plus en plus pauvres : penser global et agir local !

- L'école ne doit pas être prise pour une entreprise. L'école ne doit pas être décentralisée. L'école est une institution, elle n'a pas d'obligation de résultat mais de moyens !
- Trop de baccalauréats inutiles qui ne mènent à rien. Le CAP fonctionnait bien et débouchait sur de l'emploi.
- Les citoyens devraient être consultés quand les entreprises, les biens, le patrimoine sont vendus et privatisés.
- Il faudrait davantage de DSP (délégations de service public).
- S'attaquer à la racine = raisonner en bien-être plutôt qu'en richesse.
- Imaginer un service Intercommunal ou départemental itinérant dans le territoire pour éviter la désertification.
- Arrêter le cumul de mandat – diminuer le nombre de députés pour réduire les dépenses partager les indemnités des maires et adjoints avec les conseillers.
- Faire appliquer les réformes de l'Europe par les Régions.
- L'informatisation est trop présente. Il est demandé plus de proximité des services publics.
- Fermeture des services publics mal vécue – maternité – maison de Département – CPAM – CAF – Tribunal...

5/ QUESTIONS DIVERSES

COMMENT LES RÉPONSES SERONT-ELLES EXAMINÉES ET PAR QUI ?

- Serment des gilets jaunes aptésiens (lecture) continuer la lutte pour en finir avec le totalitarisme.
- Droit au travail, plus de contrats aidés. Qu'est-ce qui relève de l'Europe en matière de droit du travail ?
- Pouvoir d'achat, mauvaise redistribution.
- Formation à proposer de façon systématique. Trop d'aides aux grandes entreprises, transposer ces aides au niveau local.
- Sentiment d'inutilité du Débat – les décisions semblent déjà prises.
- Tout est basé sur la croissance, ce qui entraîne une répartition inégale de la richesse.
- La France est dépendante de l'Europe.
- La fin des contrats aidés n'est pas une bonne décision.
- Pas de questions sur le pouvoir d'achat.
La baisse de la fiscalité entraînera une baisse des services publics.
L'Europe n'est pas une Europe de la coopération.
Le « gâteau » existe mais il est mal redistribué.
- Difficulté pour les employeurs de recruter du personnel formé. Mettre en place des formations adaptées aux PME – TPE – Artisans.
- Augmentation des salaires, des revenus des petits paysans, des pensions de retraite, des allocations et leur indexation sur la hausse des prix, fin des contrats précaires.
- Trop de cumuls de salaires.
- Produire en France et acheter français.
- Apprendre la collaboration plutôt que la compétition. Coopérer.
- Il y a le droit **au** travail et le droit **du** travail. Établir une base européenne en droit du travail.
- Développer la recherche fondamentale et appliquée.
- Remettre en valeur les CAP et autoriser le travail avant 16 ans. Les CAP débouchent sur l'emploi et devraient dépendre du ministère du Travail.
- Égalité des salaires hommes-femmes.

- Arrêter l'ubérisation de la société : on doit pouvoir rester longtemps dans un travail, dans une entreprise.
- NE PLUS PARLER DE POUVOIR D'ACHAT, MAIS DE POUVOIR DE VIVRE.
- La formation doit être accessible à tous.
- Préserver l'enfance d'un environnement néfaste. Protéger les enfants de la mondialisation.
- L'éducation doit donner un métier mais apporter autre chose : apprendre à être citoyen, et à avoir l'esprit libre et critique.
- La Nation doit donner à l'Éducation plus de moyens.
- Favoriser la recherche fondamentale et appliquée car créatrice d'emploi.
- Ne pas abandonner la culture. C'est le premier rempart contre la violence. Elle doit être accessible à tous. Elle doit être mise en avant.
La culture est un moyen de lutte contre les problèmes de société des quartiers.
- Favoriser l'accueil des migrants quels qu'ils soient.
- Réduire la fracture numérique.
- Les personnes âgées ont peur de la mondialisation pour leurs enfants.
- Il faut préserver l'enfance d'un environnement néfaste (Tablettes – Internet...)
- Redonner de l'humanité aux personnes qui vivent en maison de retraite.
- La jeunesse est absente du débat.
- Pourquoi la culture – l'école – la formation ne sont-ils pas dans les thèmes proposés pour de grand débat ?
- Quelle est la finalité de l'impôt ?

Proposition d'une autre réunion après les décisions du gouvernement.